

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 134

28 NOVEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191:14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

1,50 F

Halte aux manœuvres pour briser la grève SOUTIEN AUX POSTIERS ET AUX TRAVAILLEURS DES HOPITAUX !

Les manifestations du 19 qui se sont déroulées dans toute la France ont clairement montré le mécontentement et la puissante combativité qui existent chez les travailleurs. Il n'y avait pas eu depuis Mai 68 de manifestation de semblable ampleur dans chaque ville. Postiers en grève depuis 6 semaines, hospitaliers qui en nombre important viennent de se mettre en grève, affirmaient avec force leurs revendications: 1700 F minimum, 200 F par mois pour tous, augmentation des effectifs et titularisation des auxiliaires... Mais la présence massive d'autres travailleurs venus soutenir la lutte des postiers et affirmer leurs revendications signifie aussi une autre chose, à laquelle aspirent tous ceux qui ont manifesté le 19: la construction d'un puissant mouvement révolutionnaire capable de faire reculer le gouvernement sur les revendications centrales des luttes en cours et de la manifestation, particulièrement sur la revalorisation des salaires. Toutes les campagnes de chantage à la crise, de dénonciation des postiers en grève accusés tour à tour de mettre en danger l'économie par leurs revendications «irresponsables», de provoquer le chômage par leur lutte..., rien de tout cela n'a eu prise, non seulement sur la masse des grévistes, mais aussi sur la masse des travailleurs, en témoignent les manifestations du 19, la solidarité quotidienne que rencontrent les grévistes lors de leurs interventions sur les quartiers, les marchés, dans leurs collectes. A l'EDF, à la SNCF, dans les hôpitaux, chez les éboueurs... partout dans les mouvements qu'ils ont engagé, les travailleurs de ces secteurs manifestaient leur volonté de nouer des liens avec les autres secteurs en grève, de populariser leur lutte auprès des entreprises, bref, de mettre à profit cette situation pour élargir le mouvement, le renforcer pour aboutir à la satisfaction des revendications. Or, on est bien contraint de constater aujourd'hui que malgré la détermination des grévistes, malgré les aspirations des travailleurs, le mouvement n'a pas connu l'élargissement souhaité au lendemain du 19: dans les usines qui avaient arrêté le travail ce jour-là, la grève a été très rarement reconduite le lendemain; dans le secteur public, l'EDF et la SNCF ont finalement suspendu leur mouvement, tout comme les éboueurs parisiens; les postes et les hôpitaux restent aujourd'hui relativement isolés pour poursuivre leur lutte. Pourquoi, une semaine après le 19, en est-on arrivé là, alors que ce jour-là, les travailleurs avaient constaté, les conditions pour le développement d'un mouvement d'ensemble étaient rassemblées. C'est la question que les travailleurs se posent, et c'est à ceux qui ont assuré la direction de la grève, les Séguy, Maire et autres, qu'il faut la poser.

C'est effectivement aux dirigeants confédéraux qu'il faut demander des comptes sur comment ils ont articulé les luttes dans les différents secteurs, en fonction de quel projet? Celui d'étendre la grève et de la consolider, ou en fonction d'un autre projet inavoué?

● Pourquoi, par exemple, demandent les cheminots, nous avoir fait faire grève deux jours avant le week end du 11 novembre pour finalement nous appeler à reprendre pour assurer le trafic de ce week-end là, malgré les désaccords importants que cela a suscité chez nous, et les nombreuses cartes déchirées lors de cette reprise comme à Lyon par exemple? Pourquoi avoir appelé à la grève du 18 au 22 sur des revendications (1500 F, refonte de la grille hiérarchique...), qui sont très éloignées des besoins affirmés par les cheminots, et en-deçà des revendications centrales des manifestations du 19? Pourquoi une fois réussie la manifestation du 19, avoir appelé, dès le 20 en de nombreux endroits, les travailleurs à reprendre, alors que des secteurs de la SNCF ont poursuivi le mouvement pendant plusieurs jours, comme à Thionville, ne reprenant qu'échoués par l'absence d'unité du mouvement du fait des orientations de la fédération?

● Pourquoi, demandent les travailleurs de la santé, les directions fédérales ne lancent-elles pas un mouvement d'ensemble dans la santé elle-même? Pourquoi, par exemple à Ivry, les responsables CGT s'opposent-ils à la diffusion du tract national qui appelle à élargir le mouvement? Pourquoi, alors que cette grève, par les problèmes qu'elle soulève, médecine au service du peuple, concerne directement tous les travailleurs, de nombreuses barrières et oppositions sont dressées quand les travailleurs de la santé veulent prendre contact avec d'autres secteurs en grève? Pourquoi, par exemple samedi, une délégation de l'hôpital St Antoine au centre du tri du PLM s'est fait refouler par les révisionnistes du P.C.F.?

● Pourquoi, la mobilisation pour la journée du 19 dans certaines entreprises, n'a pas été faite ou a été faite de manière à dissuader les travailleurs de se rendre aux manifestations? Pourquoi, par exemple, était convoqué, moins d'une heure avant la manifestation centrale à Paris, un meeting devant l'usine Renault, alors que ce n'est que par la radio que certains avaient appris le mot d'ordre de grève nationale?



ALBANIE

page 8

30ème anniversaire de la Libération

30 ans de Construction du Socialisme

hôpital de la Tronche à Grenoble :

LA POLICE INTERVIENT CONTRE LES GREVISTES

Les travailleurs de l'hôpital de la Tronche sont en grève illimitée depuis le 13 novembre pour :

- 1700 F minimum.
- 200 F pour tous.
- suppression de la notation.
- titularisation des auxiliaires.
- augmentation des effectifs.

Dès le 13 novembre, un comité de grève était mis en place par les syndiqués CGT, CFDT et des non-syndiqués afin d'élargir la lutte au maximum.

Dans un premier temps, le bureau CGT l'a toléré et a participé au comité de grève.

Le 15 novembre, la réunion du conseil d'administration (dont est membre le maire P.C.F. d'Echirolles et dont le président est M. Dubedout député-maire de Grenoble, apparenté au PS) ne donne rien. La tactique de M. Dubedout est simple : selon lui, vue la situation financière extrêmement précaire, le conseil d'administration n'a aucune liberté de manœuvre pour agir au niveau local. Il ne peut que transmettre, appuyer les revendications salariales. Il n'hésite pas à déplorer les conditions de travail et le bas niveau des salaires qui se

posent de façon dramatique pour certaines catégories de personnels... Pour ce qui est de la question des effectifs, de la titularisation, de la suppression de la notation..., le conseil d'administration prétend être incompétent.

A la 20^e réunion du conseil d'administration du vendredi 22, la CGT, la CFDT, le comité de grève ont mobilisé plusieurs centaines de travailleurs hospitaliers sur le lieu où se tient le conseil d'administration. Les travailleurs refusent l'excuse invoquée par le conseil d'être contraint à « gérer la pénurie ». M. Dubedout leur fait part des délibérations du conseil : transmission au ministre des revendications nationales et sur le plan local, suppression des critères d'absentéisme pour l'attribution de la prime. Les travailleurs, « retenants » le conseil d'administration à l'intérieur de la salle, lui demandent de s'engager sur les revendications locales.

Les forces de l'ordre interviennent rapidement pour faire sortir les membres du conseil, provoquant des bousculades. Les travailleurs ont accompagné les forces de l'ordre jusqu'à la sortie de l'hôpital. Les

grevistes ont vivement reproché à M. Dubedout, qui révèle ainsi le vrai visage du PS, d'avoir fait appel à la police. Ils ne se laissent pas intimider par l'intervention de la police et leur réponse est claire : il faut durcir les positions.

Dans un tract du 23 novembre, la CFDT et le comité de grève affirment : « Oui, nous avons « retenu » l'ensemble du conseil d'administration du centre hospitalier dont M. Dubedout est le président. Devant cette action de masse, sous la pression de l'Union Départementale CGT, le conseil syndical CGT a décidé que celle-ci se retirerait du comité de grève, en faisant référence à la « déclaration commune CGT/CFDT du 26 juin » qui précisait que les actions ne devaient être traitées que « sous la responsabilité exclusive des syndicats » et en accusant « l'agitation d'irresponsables », la position de la direction CGT sur la poursuite de la grève illimitée et administrative n'est pas encore connue, mais pour les travailleurs de l'hôpital, avec la CFDT et le Comité de grève auquel participent toujours des syndiqués CGT, la lutte continue.

corr. hôpital Grenoble, le 24 nov.

GREVE DU ZELE
A L'HOPITAL St ANTOINE

A St Antoine où se menait la grève administrative qui rencontrait un succès considérable parmi la population du quartier, le nombre de consultations a doublé, la direction a tenté de casser la lutte, en envoyant les surveillants faire pression sur les employés des caisses. Les médecins ont refusé de faire les soins et les consultations à ceux qui n'avaient pas de bon attestant le paiement. La riposte de la direction visait à faire cesser une action qui lui coûte très cher : 5 millions par jour, et qui renforçait l'unité soignant-soigné.

Contre les pressions de la direction, le personnel a réagi en renforçant le mouvement par de nouvelles formes de lutte. L'Assemblée Générale quotidienne joue un grand rôle dans ce renforcement, en donnant à chacun un rôle actif dans la lutte : des groupes de propagande ont été formés pour aller dans les différents services expliquer la lutte et appeler à la rejoindre. Enfin, la grève du zèle a été décidée, pour parer aux menaces de la direction. Chaque employé fait son travail et rien de plus, refusant les tâches qui sortent de son attribution, et prenant tout le temps nécessaire pour chaque activité. Ainsi, les aides-soignantes refusent de faire le travail des infirmières qui elles-mêmes refusent de faire des actes médicaux : tubage gastrique, ponction lombaire... et prennent le temps de discuter avec les malades pour savoir ce qu'ils pensent de la façon dont ils sont soignés. Cette nouvelle forme d'action exprime l'aspiration à une médecine différente, elle radicalise la lutte en démontrant qu'une autre médecine est possible. C'est donc toute une pratique médicale faite de mépris du malade et des subalternes qui est remise en cause. C'est la mise en cause du comportement des médecins qui sont souvent incapables de donner les soins, et viennent faire un tour à l'hôpital une fois par semaine pour signer des papiers, alors qu'ils sont payés dix fois plus que le personnel.

Les dirigeants révisionnistes de la CGT essaient de s'opposer à ce type de lutte impulsé par le syndicat CFDT. Ainsi, ils ont proposé de faire une délégation vendredi dernier à la mairie du 12^e pour faire pièce à la proposition de grève du zèle. Les travailleurs se sont emparés de cette proposition en la transformant en manifestation de popularisation de leur lutte avec distribution d'un tract à la population, tout en prolongeant leur grève du zèle.

Grève administrative à
l'hôpital Poincaré de Garches

Sous l'impulsion du syndicat CFDT, une assemblée générale s'est tenue le 13 novembre, pour organiser la participation à la manifestation à la Bastille et proposer la grève qui fut votée. Depuis, la mobilisation n'a fait que se renforcer, grâce aux formes de lutte adoptées qui associent à la conduite de l'action l'ensemble du personnel.

Chaque jour, en effet, se tient une assemblée générale avec un ordre du jour élaboré par le comité de grève élu comportant des syndiqués CGT, CFDT et des non-syndiqués. Toutes les décisions concernant la conduite de la

lutte y sont discutées et les tâches réparties : rédaction et diffusion des tracts, confection des panneaux, formes de lutte. Jusqu'au 19, seuls, les P.A. et P.O. faisaient grève, les P.H. à cause des impératifs de sécurité ne participaient à l'action que par des débrayages. Depuis, une nouvelle étape dans la lutte a été franchie avec la grève administrative qui permet de renforcer l'unité du personnel avec les malades, par la gratuité des soins. Pour bloquer la facturation des soins, les grévistes font un piquet devant les admissions et empêchent la remise des fiches comptables. Le directeur, aidé

du sous-directeur, a tenté de s'y opposer en distribuant et recueillant lui-même ces fiches. Le personnel s'est alors emparé du stock de fiches comptables et a renforcé le piquet devant l'ordinateur pour empêcher leur traitement.

Actuellement, la grève se poursuit, elle est totale pour le personnel administratif. Le personnel ouvrier n'assure que la sécurité et le personnel hospitalier les urgences.

Les malades soutiennent la lutte ; dans certains services, ils ont signé des pétitions de soutien.



Les hospitaliers dans la manifestation à Paris.

le 19 Novembre :
PUISSANTES MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE
à paris...

400.000 MANIFESTANTS DE LA BASTILLE A LA GARE DE L'EST.

Comme dans des centaines de villes en France, le 19 novembre à Paris, les travailleurs ont manifesté ; comme ailleurs, ce fut la plus grande manifestation depuis Mai 68. Dès 10 h30, alors que la manifestation n'était appelée que pour 11 h, la place de la Bastille était noire de monde et la foule de manifestants débordait les rues avoisinantes.

Bien sûr, les postiers étaient venus en grand nombre de tous les centres de tri, bureaux, centraux, et des centres de chèques postaux de la région parisienne. En tête de la manifestation, leur cortège s'écoula pendant plus d'une heure, et leur détermination, leur combativité donne le ton à toute la manifestation. Quand on compare cette manifestation avec, par exemple, celle du 6 décembre dernier contre la vie chère, on est frappé de l'accroissement important, de la combativité, du caractère beaucoup plus militant des mots d'ordre... La lutte des postiers qui dure depuis plus d'un mois et le soutien qu'elle reçoit des autres travailleurs montre avec clarté leur refus de la politique de crise de la bourgeoisie : « Nous voulons, nous aurons satisfaction ! » crient les manifestants.

En réponse aux menaces de Chirac, qui, la veille de la grève dénonçait : « les vieux démons qui appellent la France et les Français à la renonciation », les manifestants scandent avec ironie : « Chirac, c'est foutu, les démons sont dans la rue ». De la Bastille à la Gare de l'Est, de chaque côté de la rue, sur trois ou quatre rangs, par milliers, travailleurs et habitants du quartier regardent des heures durant le défilé avec ses banderoles. Ils ne sont pas là en simples spectateurs, mais en manifestants : ils applaudissent certaines délégations, reprennent des mots d'ordre, chantent l'Internationale ; ce sont les postiers qui sont les plus applaudis et encouragés. Toutes les délégations affirment leur solidarité avec leur lutte exemplaire.

On entend les employés des hôpitaux scander : « A.P., Postiers, même patron, même combat ». Leur participation est massive, comme les postiers, ils sont venus de toute la région parisienne avec leurs banderoles, et leurs divers mots d'ordre sont très repris : « la médecine au service des travailleurs » par exemple, qui

exprime leur remise en cause de la médecine de la bourgeoisie...

Les éboueurs, presque tous travailleurs immigrés africains ou nord-africains alternent « Eboueurs, postiers, solidarité » avec « travailleurs français-immigrés, même patron, même combat ». Les étudiants de Vincennes, de Nanterre expriment aussi leur soutien aux luttes actuelles et dénoncent le CROUS (Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires) qui veut les utiliser comme briseurs de grève.

Par sa composition, cette manifestation montrait l'entrée massive en lutte de nouvelles couches, particulièrement denses dans la région parisienne, proches de la classe ouvrière par leurs conditions de vie et de travail : postiers, hospitaliers, employés de banque, employés de la sécurité sociale...

Ces aspects positifs de la manifestation doivent être soulignés, mais une fois arrivés gare de l'Est, les banderoles repliées, les travailleurs pour la plupart s'interrogent sur les perspectives du mouvement. Certes, le P.C.F. n'a pas pu imposer son mot d'ordre : « une seule solution le programme commun », alors qu'un autre mot d'ordre issu de Mai 68 « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » était largement repris, montrant la volonté des travailleurs de poursuivre la lutte. Mais, et cela, tous les travailleurs présents l'ont noté, à part la délégation combative des travailleurs de Rateau, les usines de la région parisienne étaient peu représentées, en particulier Renault. L'arrêt de travail massif dans les usines de la région parisienne n'a effectivement pas eu lieu. Comment s'en étonner quand les dirigeants fédéraux s'étaient limités à n'appeler, dans certaines branches, qu'à quelques débrayages, incompatibles avec la présence d'une délégation à la manifestation, incompatibles surtout avec la construction d'un grand mouvement des ouvriers et de tous les travailleurs de la région parisienne sur les mots d'ordre : « 200 F pour tous, 1.700 F tout de suite, c'est nécessaire, c'est possible ». C'est plutôt à cela qu'aspiraient les manifestants présents le 19, et les travailleurs des usines qui n'avaient pas arrêté le travail, faute souvent de perspectives claires données au mouvement.

dans le nord...

Dans tout le Nord-Pas-de-Calais, des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté leur soutien à la lutte des postiers. Partout des manifestations supérieures à Mai 68, à forte composante du secteur public, PTT, hôpitaux, enseignement, avec, à Dunkerque, une forte délégation d'Usinor, à Lens des centaines de mineurs, à Roubaix, de nombreuses délégations d'usines. Partout la même combativité : délégations de postiers avec drapeaux rouges, l'Internationale maintes fois reprise par l'ensemble de la manifestation. A Roubaix, la manifestation traverse les quartiers ouvriers aux cris de « travailleurs français, travailleurs immigrés, même combat », « Postiers-Ouvriers, solidarité », « 1700 F aujourd'hui, c'est possible », « Bergeron vendu aux patrons ». Sur les marches de l'Hôtel de Ville, les notables du PS, Provo en tête, attendront en vain un soutien quelconque à leur politique de gestion municipale. Les manifestants scanderont massivement : « les reclassements, c'est du flan, pas un seul licenciement », « une seule solution, la Révolution » et aussi « A la bourgeoisie de payer sa crise ». Dans toutes les manifestations,

le PCR (m-l) est intervenu de façon très active, impulsant les mots d'ordre dans les rangs des postiers, ou à la tête des délégations d'usines, nous avons largement diffusé le tract national, vendu des centaines de « postier m-l » et Front Rouge. Tout au long des manifestations, nous avons eu de nombreuses discussions, plus particulièrement avec des postiers, mais aussi avec des ouvriers, des hospitaliers, des vétérans du P.C.F. Tous attendent beaucoup de notre Parti, dans les semaines à venir. Ainsi, dans les 15 jours, les différentes sections de la Fédération organisent des réunions avec les travailleurs qui ont posé des cahiers de revendications et qui ont débrayé le 19. Aujourd'hui, le Parti se mobilise largement pour le renforcement et le développement des cellules d'entreprise, dans ce premier affrontement de classe où la classe ouvrière refuse le chantage à la crise. Déjà, dans toute la fédération, le Parti s'est renforcé d'adhésions ouvrières depuis 15 jours.

Développons largement les cellules d'entreprise ! A la bourgeoisie de payer sa crise.

corr. Fédération du Nord Pas-de-Calais

à orléans...

La journée du 19 a été une journée de grande mobilisation : 5.000 à 6.000 personnes ont défilé dans les rues de la ville (on n'avait pas vu une telle manifestation à Orléans depuis 68). Les postiers et les travailleurs de la fonction publique y ont participé massivement. Malgré la démobilisation organisée par les révisionnistes et les réformistes des directions syndicales (appel à des débrayages de deux heures seulement dans les boîtes), les ouvriers sont venus nombreux affirmer leurs propres revendications et leur solidarité à la lutte des postiers...

Les travailleurs des PTT, suivis des ouvriers d'Unélec, des travailleurs des hôpitaux, des enseignants, des ouvriers de Thermor, de St-Gobain, ont affirmé tout au long de la manifestation leur combativité en scandant les mots d'ordre : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » et « Vive la grève des PTT » repris massivement par l'ensemble du cortège.

Les révisionnistes tentèrent à plusieurs reprises de lancer leur mot d'ordre : « Giscard, pas d'accordéon, des négociations » : ils n'eurent guère de succès ; alors que les travailleurs refusant les tentatives de la bourgeoisie, de briser la lutte par l'intervention de son armée et de sa police et par la division, reprenaient avec force : « A bas l'armée briseuse de grèves », « A bas l'Etat des flics et des patrons », « Travailleurs français - immigrés, même patron, même combat ».

Plusieurs fois, ils entonnèrent l'Internationale le poing levé, tandis que les ouvriers de Thermor reprenaient « Une seule solution, la Révolution ».

Notre Parti, aux côtés des travailleurs dans la manifestation, a impulsé ces mots d'ordre justes qui furent repris massivement, et a diffusé au point de rassemblement puis au moment de la dissolution la déclaration du Comité Central.

corr. Orléans.

METZ: le courant révolutionnaire se renforce chez les cheminots

A ce jour, la déception est profonde chez de nombreux cheminots de la région. L'amertume d'avoir été manipulé, d'avoir lutté pour rien ou presque gagne les militants CGT et CFDT malgré l'optimisme de commande de «L'Humanité» ou des membres du P.C.F.

Le cahier de revendications initial qui a été élaboré surtout en fonction du programme commun ne correspondait pas aux aspirations réelles des travailleurs: alignement sur les 1.500 F/40 h confédéraux. Rien de sérieux sur les auxiliaires, les immigrés; présence de la hiérarchie de manière ambiguë. Défense du «rail» plus que des cheminots.

La mobilisation sur des revendications telles que les 1500 F ou la «refonte de la grille hiérarchique» ne pouvait être massive, d'autant que les tracts et les mots d'ordre furent parachutés au dernier moment, sans consultation de la base.

Devant la critique de certains cheminots, des responsables régionaux (notamment CFDT) ont réagi en protestant «nous aussi, nous avons été piégés! Nous n'avions pas le choix: le parachutage s'est abattu aussi sur nous et nous avions les mains liées par nos responsabilités doubles (vis à vis des cheminots et des fédés)». Et ils ont été amenés à se rapprocher de la base en proposant, avec le Parti, l'intégration des 200 F pour tous, primes égales pour tous dans la plateforme et en transformant la grève de 24 h, pour une de 72 h minimum. Beaucoup étaient prisonniers de la contradiction entre le programme commun et les revendications des masses.

D'autre part, l'attitude du P.C.F. qui a consisté à s'appuyer sur la combativité des cheminots tout en la canalisant, pour tenter de redorer son blason, face au PS et à la bourgeoisie, a amené la démobilité de certains militants PS

dans la CFDT: à quoi bon travailler à rééquilibrer la gauche au profit du P.C.F. dans une grève où les roulants n'avaient pas grand chose à gagner? Cette division, cette absence d'enthousiasme des militants syndicaux a rejoints sur le mouvement. Pour le P.C.F. il s'agissait de faire une démonstration avec «ses» troupes cheminotes, les faire descendre dans la rue pour une journée, mettre le gouvernement au pied du mur et revaloriser ainsi le programme commun et surtout, derrière lui, le P.C.F. Tout en évitant une généralisation de l'action, bien sûr. Mais tout le monde ne l'entendait pas ainsi. Et cela s'est traduit par une âpre bataille autour de: la défense des 1.700 F tout de suite, des assemblées générales de travailleurs et de la fusion des luttes de la fonction publique et de la classe ouvrière.

D'autre part, les travailleurs se sont heurtés aux mots d'ordre du P.C.F. sur le «service public», sur la défense de «l'économie nationale» en reprenant «oui, Chirac, nous sommes les démons démolisseurs». Et de nombreux syndiqués CGT/CFDT ont dénoncé les manœuvres du P.C.F. pour cette journée du 19/11 en déclarant aux révisionnistes: «vous préférez les cadres et les gaullistes aux travailleurs révolutionnaires».

A Thionville Ouest, les cheminots, les seuls de tout le réseau Est, ont fait 7 jours de grève au lieu de 2 à 4 dans les autres secteurs. Ils annoncèrent après la journée du 19, 48 h de grève locale supplémentaire. Alors que dès le 20, les révisionnistes et les réformistes avaient fait reprendre le travail à certains secteurs. Cela a révélé les aspirations des cheminots à durcir l'action, à ne pas se contenter de grève sans lendemain, à travailler en profondeur dans une grève active et à pratiquer la démocratie prolétarienne

de masse. Les syndicalistes révolutionnaires CGT/CFDT unis dans un Comité Unique Intersyndical de Grève, s'appuyant sur ces aspirations, se sont opposés au bradage de la lutte et ont développé une tactique de grève plus mobilisatrice.

- tournées quotidiennes sur les chantiers à chaque poste de nuit comme de jour.

- AG quotidienne avec les non-syndiqués.

- Elaboration de 4 tracts syndicaux locaux avec la base en lutte.

- Participation immigrée (Réunionnais...)

- Elaboration dans la lutte d'un cahier de revendications local conforme aux besoins exprimés par les masses.

- Discussion collective sur le sens et les moyens de la grève.

- Participation à la manif du 19 sous la banderole propre au comité avec ses mots d'ordre: «1.700 F tout de suite, c'est possible!», «Cheminots, postiers, même combat!», «Chirac, Giscard, vos menaces on s'en fout!», «Le combat continue!», «Non, Redoute, tu ne briseras pas la grève!», «Faulquemont tiendra, les mineurs vaincront!», «les patrons peuvent payer!».

La grève a donc continué malgré les manœuvres des révisionnistes (délégues révisos et réformistes au boulot, reprise unilatérale du travail). Le résultat immédiat est encore mince pour le moment, car le problème des salaires dépend d'un rapport de force national. Mais les syndicats locaux CGT/CFDT et les syndicalistes révolutionnaires en sont sortis renforcés.

Oui, à la SNCF, la lutte peut reprendre; le combat continue! Nous ne servirons pas de masse de manœuvre au programme commun!

Corr. SNCF Thionville.

BESANÇON: lutte sur les logements dans les quartiers populaires

Samedi 23 novembre, 400 personnes ont manifesté dans le quartier de Battant et dans le centre de la ville, à l'appel des associations de locataires et des comités-logement APF de tous les quartiers de la ville: Planoine, Montrapon, Fontaine-Ecu, Palante-Orcham, Clairs-Soleils étaient là pour protester contre les hausses des charges, contre le chauffage trop cher, imposé par les HLM et le CRL (Comité Régional du Logement, contrôlé par Peugeot) et contre le manque d'équipements collectifs dans les différents quartiers de la ville:

- Pas de crèche à Planoine, Clairs-Soleils, et insuffisantes dans les autres quartiers.

- Pas de terrain de jeux pour les enfants.

- Pas de bureau de poste, ni de téléphone public à Clairs-Soleils, pas de sécurité incendie dans les HLM.

- Aucune réparation à Montrapon dans les cités-taudis construites il y a 20 ans.

«Non aux cités-dortoirs» disaient les locataires, dénonçant l'oppression et l'exploitation capitalistes qui se manifestent à l'usine et dans les quartiers.

A Planoine, cité-dortoir nouvellement construite, la colère a éclaté lorsque la cote mobilière (impôt local) est arrivée: 700 F dans un F4 pour une famille ouvrière. Une pétition dans le quartier a déjà recueilli plus de 700 signatures contre cet impôt dont la municipalité, soi-disant socialiste, se sert pour réaliser un centre commercial de luxe au centre ville (la rue piétonne coûte 3 milliards dont 2 sont à la charge des bisontins). Alors que les quartiers manquent d'équipements collectifs nécessaires. Les locataires des HLM et CRL de Besançon ont montré leur détermination de ne pas payer la crise de la bourgeoisie. Ils exigent que leur argent soit utilisé pour satisfaire les besoins de la classe ouvrière.

Avant la manifestation, et après également, dans le centre-ville, le groupe de théâtre «la Commune» a interprété une pièce qui retrace la lutte du quartier des Clairs-Soleils; elle

montre comment s'est effectuée la mobilisation, quels succès ont rencontré les locataires; elle montre comment des locataires refusent cette anarchie capitaliste qui, en augmentant le prix du fuel, impose un chauffage coûteux à la classe ouvrière (184 F par mois pour un F 5) engraisse les compagnies pétrolières, alors que, dans le même temps, la bourgeoisie veut fermer les mines de charbon de Faulquemont. Cette pièce dénonce de façon vivante la bonne gestion capitaliste de nos pseudo-socialistes qui demandent à tous les locataires d'être solidaires de leur office. Bonnefoy, premier adjoint au maire socialiste, président de l'office d'HLM, a déclaré: «... fatalement, en matière de chauffage, nous payerons plus cher pour un confort amoindri...; il faut s'y résoudre, car discuter à cet égard n'est qu'une perte de temps...» Les locataires de Besançon expérimentent dès aujourd'hui la gestion des socialistes et la refusent.

NON AUX HAUSSES DES CHARGES. LA BOURGEOISIE DOIT PAYER SA CRISE.

Cette pièce de théâtre a rencontré un très vif intérêt, elle montre dans quelle voie peut s'orienter un théâtre au service du peuple.

Quant au P.C.F., à Planoine, après avoir tenté de ridiculiser les locataires qui voulaient s'organiser pour lutter, il a tenté de dévoyer la lutte en la canalisant vers une pétition sur la préfecture, demandant le paiement échelonné de la cote mobilière. Ils l'ont à peine fait signer. Leur seule proposition: une délégation de gens responsables à la préfecture. L'association de locataires qu'ils contrôlent a refusé de s'associer à la manifestation.

NON AUX HAUSSES DES CHARGES!

NON A L'AUGMENTATION DE L'IMPOT LOCAL!

IMPOSONS LA CREATION D'EQUIPEMENTS COLLECTIFS!

Corr. Besançon.

EBOUEURS DE PARIS: VICTOIRE PARTIELLE

Certaines revendications encore à l'ordre du jour

Le 22 novembre, après 10 jours de grève, les éboueurs de Paris ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction sur certaines de leurs revendications spécifiques.

Pour les «saisonniers» notamment - des travailleurs immigrés non titulaires sans contrat de travail - qui représentent 80% des éboueurs, la grève a permis d'obtenir les mêmes droits que les titulaires français en ce qui concerne les garanties en cas d'accident du travail (salaire plein pendant un mois, demi-salaire le mois suivant) et, en cas de maladie (deux mois à plein salaire, puis deux mois à demi-salaire); ils auront de plus la possibilité d'accéder au 7e échelon après un mois de travail, ce qui correspond à une augmentation de 60 F. La semaine de travail est réduite d'une demi-heure, soit 41 h 25 et la Préfecture de Paris s'engage à fournir vêtements, cuirs, gants, bottes, etc... que les éboueurs attendaient parfois plusieurs années en vain.

Dès le début de la grève, le gouvernement avait tout fait pour la briser, refusant toute négociation et réquisitionnant, sous le prétexte de protéger l'hygiène publique, 2000 soldats du contingent afin de faire pression sur les éboueurs. En vain. La grève tenait bon.

L'armée, il est vrai, s'est révélée totalement incapable de nettoyer Paris. Et pourtant, elle n'a pas lésiné sur les moyens. Au quartier Général de Vincennes, le général Jacques Mangin, commandant de la place de Paris, dirigeait ses troupes d'éboueurs en tréillis comme une armée en campagne: rien ne manquait au tableau: punaises figurant les déplacements des camions-benne, sur les plans d'Etat-major, états des forces, liaisons radio: les «escadrons d'éboueurs» n'ont réussi, ni à dégager les montagnes d'ordures accumulées en 3 jours, ni à tenir la moyenne quotidienne de 3000 tonnes des professionnels!

«Nous ne brisons pas une grève, expliquait le général, nous faisons œuvre de salubrité». Il aurait pu

ajouter «dans les quartiers bourgeois». Car sous prétexte d'éviter tout accident, les militaires évitaient les rues étroites. Soit dit en passant, cela n'a rien évité du tout, de la toile froissée, il y en a eu! Deux militaires ont même été blessés assez grièvement par les bennes tournantes! En fait c'est délibérément que l'armée a porté son effort sur les quartiers bourgeois et les grandes artères où la peur des rats est la plus vivace, tandis que les ordures continuaient à s'amonceler et à pourrir, dans les quartiers populaires et rues étroites, où vivent entassées les familles des travailleurs. Qui ne s'en est pas rendu compte, en se promenant dans les 19^e et 20^e arrondissements?

Pour le gouvernement, il s'agissait de mettre fin par tous les moyens à une grève difficile à cacher, et de briser le front de lutte établi entre les éboueurs et les postiers, les travailleurs de la santé, etc... sur la base des mêmes revendications (1700 F minimum, 200 F d'augmentation pour tous, titularisation des auxiliaires). Aussi, mercredi, après l'échec de l'opération «réquisition de la troupe» et devant la détermination accrue des éboueurs, Chirac demandait au préfet et au ministre de l'intérieur d'ouvrir des négociations, décidé à céder sur les revendications spécifiques présentées par les éboueurs.

Aujourd'hui, après la reprise, l'heure n'est pas, contrairement à ce qu'affirme «l'Humanité» à l'enthousiasme. Certes, les acquis de la lutte ne sont pas négligeables, et ont pu susciter un sentiment de victoire. Mais aujourd'hui encore, les postiers sont toujours en grève sur des revendications qui n'ont pas été satisfaites pour les éboueurs non plus. Et ceux-ci ont un peu l'impression d'avoir été trompés.

«Le syndicat ne veut pas aller trop loin» nous confiait un éboueur maghrébin, «et il s'est appuyé sur la peur des saisonniers d'être mis à la porte pour proposer la reprise.» «On ne pouvait pas dire non, disait un autre, nous les immigrés, on n'a pas

droit à la parole.» Un délégué CGT reconnaissait qu'il y avait après la reprise «du mécontentement chez les éboueurs».

Ils ont conscience en effet que 71 F ou même 130 F (pour ceux qui, en changeant d'échelon, seront augmentés de 60 F), cela ne suffit pas pour rattraper le coût de la vie, et que les 200 F d'augmentation que réclament les postiers, aussi, c'est un minimum nécessaire pour vivre. «En 1950, nous disaient un éboueur qui balaie les rues de Paris depuis 1947, je vivais mieux qu'aujourd'hui!»

Surtout une revendication reste en suspens, c'est celle de la titularisation des saisonniers qui n'ont même pas un contrat de travail à durée limitée, et qui tombent sous le coup de la circulaire Fontanet, donc peuvent être licenciés et expulsés à tout moment. Enfin, les conditions de travail et de logement des éboueurs n'ont guère été améliorées. Les quelques promesses faites par le préfet sont d'autant moins crédibles qu'actuellement, les éboueurs doivent faire double journée pour rattraper le retard. Dans la journée de samedi, ils ont dû faire 4 passages avec le camion au lieu d'un, les vêtements n'ont naturellement pas encore été distribués, ils continuent à travailler aussi dur derrière les bennes dans le froid matinal - dès 6 heures du matin - et pour eux, le dimanche est souvent un jour comme les autres, avec en plus les marchés.

A ce sujet, les 600 emplois nouveaux qu'ils réclamaient n'ont pas été accordés. Et pourtant, cela n'aurait fait que ramener le niveau des effectifs à celui de 1937, alors que depuis cette date le volume des ordures a plus que doublé.

Quant aux conditions de logement, souvent d'anciennes usines désaffectées ou des foyers au bord de la ruine, il n'en a pas été question dans l'accord.

Pour les éboueurs, n'en déplaise à «l'Humanité», la lutte ne s'arrêtera pas là, leurs revendications principales qui sont celles de toute la classe ouvrière, sont toujours à l'ordre du jour.



Inondations à Bruay

INONDATIONS: un seul responsable, le capitalisme

La semaine dernière, de graves inondations ont eu lieu dans le Nord et en Bretagne. De nombreux quartiers ont été inondés. A Château-Gontier (Mayenne), la maternité construite au bord de la rivière a été envahie par l'eau! Des usines, des maisons ont été endommagées, des routes recouvertes par les fleuves en crue. Les champs sont inondés. A Bruay-en-Artois, une petite rivière en crue a envahi un quartier: 80 cm d'eau!

Pour le préfet de la région de Rennes, «tout dépend du temps». Mais, on peut lire la même chose dans le quotidien du PS «Nord-Matin», pour lequel les inondations sont une calamité naturelle contre lesquelles il n'y a pas d'arme efficace. En réalité, les rivières, les fossés du Nord n'ont pas été curés depuis 5 ans, parfois 10 ans! Les eaux ne s'écoulent plus et se répandent dès qu'il pleut un peu fort. Sur les routes et les champs, il faudrait draguer, creuser. A Bruay, les vannes en amont du quartier inondé, qui auraient pu former un plein d'eau à un endroit peu gênant, n'ont même pas été fermées! Le prétexte invoqué est que les mineurs qui viennent pêcher accumulent des branches qui bouchent les vannes. S'il y a eu inondation, ce serait la faute aux mineurs! En réalité, les vannes ne sont jamais nettoyées. Dans la région de Bruay, l'eau est remontée par les bouches d'égoût, installées au niveau de l'eau. Selon les houillères, propriétaires du quartier inondé, la seule solution est de raser les maisons, construites en dessous du niveau de l'eau. Dans la commune de St-Léonard, près de Boulogne, c'était la 15ème inondation depuis octobre! Aucune mesure pourtant n'avait été prise, sauf une petite allocation pour ceux qui avaient subi des dégâts. Un comité de défense s'est constitué.

En Bretagne, pour les paysans, le responsable n'est pas le mauvais temps, mais le système capitaliste. Pour le remembrement des terres, les paysans ont été contraints à niveler les talus, réduire les surfaces boisées. Le résultat, c'est que l'eau n'est plus retenue par les sols, elle ruisselle. C'est pour la même raison que l'été dernier, la sécheresse avait brûlé les récoltes sur pied! Pour la bourgeoisie, la sécheresse ou les inondations ne peuvent remettre en cause la pénétration du capitalisme à la campagne.

CHOMAGE: UNE ARME DE LA BOURGEOISIE POUR DISSUADE LES TRAVAILLEURS DE LUTTER.

Coup sur coup, Renault annonce 4 jours de chômage fin décembre, début janvier, Citroën parle de licenciements collectifs importants concernant plusieurs milliers de travailleurs, Peugeot: deux jours chômés fin décembre, et Ford à Bordeaux plusieurs journées de chômage, tandis que des rumeurs inquiétantes circulent à propos de Simca-Chrysler. Pour le textile synthétique, la situation semble aussi grave: Rhône-Poulenc décide la mise en chômage partiel de plus de 20 000 travailleurs pour 2 à 4 semaines. La liste des fermetures d'entreprise, des licenciements et des mesures de chômage partiel s'accroît chaque jour, pour la seule journée de lundi 25, c'est 15 mesures de ce genre qui sont annoncées dans la presse, notamment 250 licenciements chez Schlumberger à Poitiers pour 75 et plus de 1000 ouvriers en chômage partiel pour plusieurs jours aux papeteries Beghin de Corbehem dans le Pas-de-Calais. Les prévisions en matière d'emploi sont des plus pessimistes, un million de chômeurs officiels sont annoncés pour le printemps 75.

Pour justifier toutes ces mesures de licenciements, la bourgeoisie parle de crise inévitable due à plusieurs facteurs: le renchérissement du prix du pétrole brut par les pays producteurs et la pénurie de certaines autres matières premières, l'inflation qui serait provoquée par les augmentations de salaires, la restriction de crédit, la récession dans les autres pays capitalistes... La dernière en date de ces explications serait la grève des postiers... Ce n'est malgré tout pas cette raison qu'ont invoqué les patrons de l'automobile pour justifier les mesures qu'ils viennent de prendre: seraient en cause d'après eux principalement le pétrole, la limitation de vitesse et la contestation de l'automobile, tout cela aboutissant à une crise très grave de surproduction et de mévente. La seule solution possible apparaît alors: licenciements, chômage partiel. Un examen rapide des performances réalisées par les firmes automobiles en 74 montre cependant la fragilité de ces démonstrations. Il y a certes surproduction dans l'automobile, actuellement, les ventes ont baissé de 22% en octobre 74 par rapport à octobre 73.

Mais comment cette crise de surproduction se traduit-elle pour les patrons de l'automobile et pour ce qui guide leurs choix économiques, leurs profits ?

Renault se plaint, mais a enregistré une augmentation de 5% de ses ventes pour les 7 premiers mois de l'année.

En capitalistes avisés, les patrons des trusts de l'automobile avaient pris leurs précautions pour parer à une crise de mévente passagère de leur production. Depuis longtemps, Peugeot, à côté de ses automobiles fabrique des mobylettes, des vélos et des appareils ménagers, et il peut de la sorte pallier par la diversité de sa production à une baisse des ventes sur l'un ou l'autre produit. Renault, de son côté diversifie ses investissements dans les secteurs actuellement plus rentables que l'automobile et ceci l'amène à créer un secteur machine-outil: «Renault machine-outils», récemment, il a pris le contrôle d'une firme de machines-outils: «les constructeurs de Clichy». Cette diversification ne s'arrête pas là, ni à la mécanique-participation dans les cycles: 33% de MICMO qui fabrique notamment les bicyclettes «Gitane», elle s'étend au secteur alimentaire: participation dans la «Générale Alimentaire». Et si on regarde les bénéfices, on s'aperçoit que Peugeot a réalisé au premier trimestre 74, 67,1 millions de bénéfices au lieu de 34,4 millions pour la période correspondante en 73.

Quant aux difficultés de Citroën, elles sont apparemment plus graves, on parle d'un déficit de 800 millions pour 74, mais il faut y voir les conséquences des manipulations de Michelin qui se sert de Citroën comme d'un pion pour assurer sa suprématie sur le marché mondial du pneumatique. La cession de Citroën à Peugeot ne sera cependant pas totale, Michelin restant majoritaire. Après avoir gagné 400 millions de francs dans la vente des terrains du quai de Javel, qu'il n'avait pas payé en s'y installant au lendemain de la guerre de 14 grâce à un don en nature de l'Etat à l'époque, Citroën pourrait encore bénéficier de la générosité gouvernementale: on parle d'un milliard de subventions à l'occasion de la fusion avec Peugeot.

On le voit, la crise dans l'automobile n'empêche pas les capitalistes de faire de fructueuses affaires et d'imposer en même temps des sacrifices importants aux travailleurs. Déjà, l'an dernier, qui fut une des meilleures années pour l'industrie automobile, les patrons réduisaient leurs effectifs: Citroën a ainsi réduit ses effectifs de 12% en un an: 12 500 ouvriers ce qui ne l'a pas empêché de sortir pendant les 7 premiers mois de 74, 100.000 véhicules de plus que

pendant la même période de 73, preuve d'un accroissement de productivité lié à l'augmentation des cadences et à la modernisation des moyens de production. Chez Renault, la baisse des effectifs a été de 5 à 6%, la production, là aussi a pourtant augmenté. Mais ces baisses d'effectifs obtenus par le non-remplacement du personnel et des pressions sur les immigrés n'est plus suffisant. Maintenant, c'est des mesures plus spectaculaires que prennent les patrons de l'automobile, à la mesure de leur politique de restructuration.

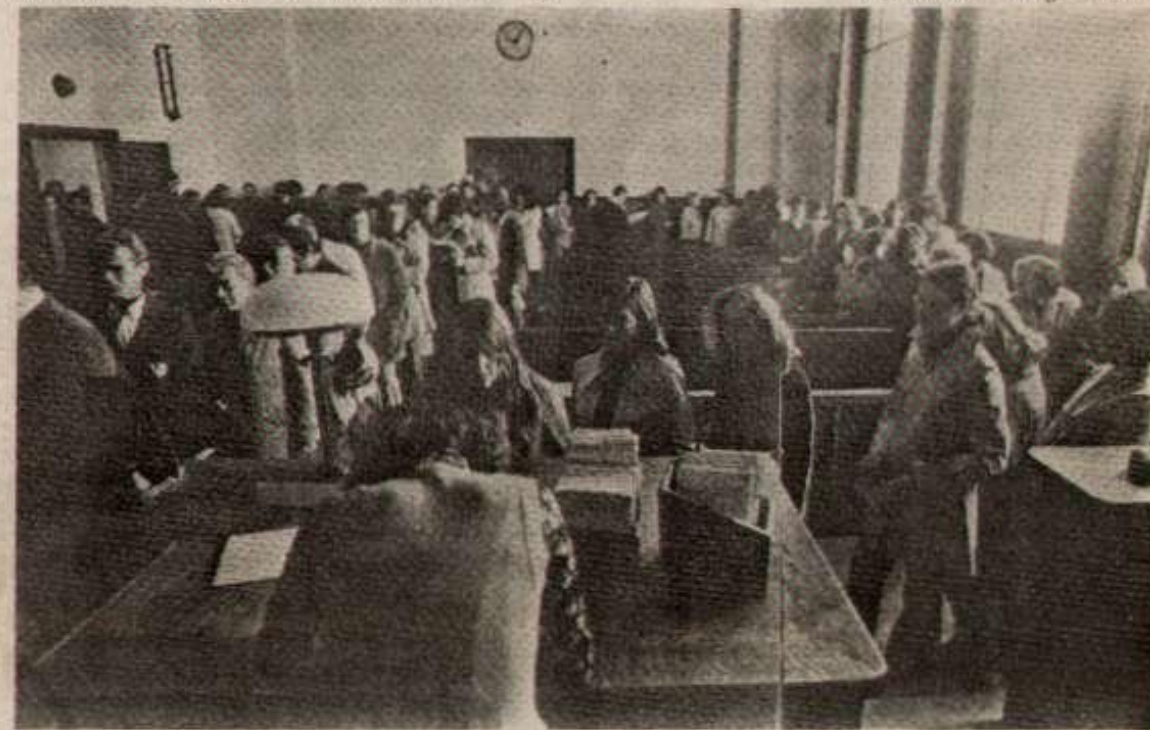
Les difficultés du textile, de Rhône-Poulenc notamment sont du même type, comme nous l'avons souligné (FR 132). Les bénéfices du trust Rhône-Poulenc ont progressé de 45% au premier semestre 74. Les mesures de chômage partiel, de licenciement de 1000 intérimaires, la réduction des effectifs ne sont que la poursuite de la diminution du nombre d'emplois dans le textile: 140 000 en 10 ans.

Jusqu'à ces derniers temps, la bourgeoisie se montrait relativement discrète sur le chômage et les licenciements, malgré leur progression. Maintenant, il en va différemment, la bourgeoisie se sert du développement du

chômage pour faire son chantage à la crise et tente de museler les travailleurs. La menace bien réelle du chômage est brandie pour dissuader la classe ouvrière de lutter contre la dégradation de son pouvoir d'achat, de ses conditions de vie et de travail. C'est sciemment que la bourgeoisie donne le maximum de publicité aux mesures de licenciement et de chômage partiel, afin d'inciter les ouvriers à serrer les coudes pour conjurer la «crise».

Mais ces tentatives de mystification ne sauraient tromper longtemps les travailleurs qui se rendent compte que malgré leurs discours catastrophistes, les patrons continuent de se remplir les poches: les sociétés pétrolières entre autres. Rejetant les appels à l'union nationale du gouvernement actuel et des partis de gauche, ils passeront à l'offensive contre la bourgeoisie et, comme les postiers, engageront la lutte contre la vie chère, pour la sécurité de l'emploi. Comme les ouvriers de Titan-Coder, des Tanneries d'Annonay qui poursuivent leur combat, de Rhodia-Belle-Etoile, ils riposteront aux menaces de licenciement et de chômage partiel!

le 25/11/74 - Serge LIVET.



de plus en plus de travailleurs sont obligés de pointer au chômage (ici à Montrouge)

GERER LE CAPITALISME AVEC OU SANS LE PROGRAMME COMMUN une question au centre de la querelle PS-P"C

La «querelle» PS/P«C» n'est pas terminée. Le comité directeur du Parti Socialiste, qui a siégé le week-end dernier, devait déterminer son attitude face aux accusations que lui lance sans désemparer depuis plus de deux mois le P«C»F, il a décidé de ne pas y répondre... officiellement, tout au moins jusqu'au prochain Congrès qui se tiendra fin janvier. S'estimant victime d'une vaste campagne «anti-socialiste» sans fondement de la part du P«C»F, le PS refuse de se justifier quant au fond (... et pour cause) sur les accusations de «tendances, héritées du passé à la collaboration de classe» existant en son sein; de même qu'il refuse de désavouer les Martinet, Delors... qui affirment que la «gauche» au pouvoir devra réduire la consommation des masses, il refuse de désavouer les maires socialistes accusés de collaborer avec des «centristes»... En même temps, un dossier a été établi pour «armer» les militants PS face aux accusations du P«C»F, dossier qui consiste surtout à montrer que le P«C»F ne fait pas beaucoup mieux qu'eux (compromission avec des membres de la majorité présidentielle), à profiter des contradictions évidentes qu'il y a dans les déclarations de Marchais d'il y a 6 mois ou un an, et celles d'aujourd'hui. La seule offre d'unité d'action que le PS adresse au P«C»F c'est... de déposer une motion de censure au Parlement. Une telle proposition ne porte guère à conséquence car dans la situation actuelle au Parlement, on ne voit comment une telle motion pourrait renverser le gouvernement.

Voilà qui ne peut guère contribuer à apaiser Marchais, ou plus exactement à atténuer les contradictions auxquelles Marchais tente de faire face.

Nous l'avons déjà développé, l'origine des attaques contre le PS ne réside pas dans le seul désagrément révisionniste de voir le PS progresser électoralement à leur détriment; ces attaques devaient avant tout escamoter les contradictions apparues dans le P«C»F et entre le P«C»F et les masses sur les mots d'ordre «Union du peuple Français», appel aux gaullistes, appel aux PME... On s'en doute, les mises au point du PS, ou plutôt l'absence de mise au point du PS, ne risquent pas de rassurer les travailleurs qui s'interrogent sur l'avenir de la gauche et le programme commun. Aussi, «vertueusement», «l'Humanité» et Marchais poursuivent leurs attaques et répondent au PS: «personne ne peut croire que dans les circonstances actuelles... une motion de censure suffirait à porter l'estocade au gouvernement» (Huma du 25) ou «Nous n'irons jamais au

gouvernement pour demander des sacrifices aux travailleurs (...). Tous ceux qui sont attachés à l'union de la gauche (...) sont conduits tout naturellement à considérer que le danger existe de voir le PS déployer ses efforts pour accéder au pouvoir en vue de gérer la crise...» (Marchais le 24/11).

Ce sont effectivement des affirmations très judicieuses! Mais elles ne suffisent pas, loin de là, à dédouaner Marchais et la direction du P«C»F. En même temps que Marchais discrédite le PS en révélant qu'il s'apprête à venir au gouvernement pour gérer la crise du capitalisme, il contribue lui-même à scier la branche sur laquelle il est assis! Parce que les travailleurs ne sauraient se contenter des affirmations de principe des dirigeants du P«C»F, «nous, nous ne voulons pas gérer la crise», «nous, nous ne sommes pas des adeptes de la collaboration de classe»... Hormis le fait que bon nombre de travailleurs, comme ceux des PTT par exemple, sont en train de faire l'expérience du contraire, de nombreuses questions restent sans réponse pour les larges masses: pourquoi M. Marchais découvre-t-il subitement aujourd'hui les «tares» du PS, alors que des années durant, il assurait aux travailleurs que ce parti avait changé de nature? Pourquoi M. Marchais n'a-t-il rien dit aux travailleurs quand, lors de la campagne présidentielle, Mitterrand et ses amis affirmaient essentiellement les mêmes choses que celles qui leur sont aujourd'hui reprochées? Pourquoi justement lors de cette campagne présidentielle, M. Ségué affirmait-il que les syndicalistes sauraient avec un gouvernement de gauche être réalistes dans leurs revendications, les 1.700 F auraient-ils été une revendication réaliste pour ces dirigeants syndicaux qui à l'époque réclamaient simplement 1.200 F?

En fait, le gros reproche du P«C»F au PS, c'est de vouloir gérer la crise de la bourgeoisie... sans le programme commun. Le P«C»F est bien en peine pour expliquer en quoi le programme commun n'est pas un programme acceptable pour la bourgeoisie, n'est pas un programme bourgeois, une solution de rechange pour aider les capitalistes à résoudre leurs difficultés. Au moment où Giscard d'Estaing lui-même puise dans le programme commun quelques réformes pour donner l'illusion du changement et du libéralisme (majorité civile à 18 ans, réforme de la législation sur l'avortement...), au moment où les revendications affirmées dans

les luttes à Titan-Coder, à Annonay ou dans les PTT «Pas un seul licenciement», «1.700 F minimum, 200 F pour tous» sont autant de contradictions avec les propositions du programme commun, qui pourrait croire qu'il s'agit là d'un programme qui lèse les intérêts de la bourgeoisie? En quoi les nationalisations du programme commun, généraient plus que les précédentes les intérêts capitalistes, et en quoi amélioreraient-elles le sort des travailleurs dont des centaines de milliers vivent, à Renault, aux Houillères ou à la SNCF, une exploitation similaire à celle vécue dans les autres entreprises?

Gérer la crise avec le programme commun, voilà la seule perspective politique sur laquelle le P«C»F veut se battre. Du coup, il doit faire face à deux difficultés: présenter le programme commun sous un jour «anti-capitaliste» aux travailleurs, empêcher ses alliés de «gauche» PS et Radicaux (RG) de brader trop ouvertement jusqu'au contenu même du programme commun, ce qui explique le «gauchissement» en paroles du P«C»F.

C'est bien une double impasse dans laquelle est engagée le Parti révisionniste. Du côté des masses, la grève des postiers par exemple, a montré l'incapacité du P«C»F à imposer ses mots d'ordre sur le programme, le peu d'intérêt et de confiance des postiers pour l'union de la «gauche». Du côté de ses alliés, on a vu les problèmes que pose le PS au P«C»F et les Radicaux de Gauche vont aussi accroître ces difficultés. Le dernier colloque qu'ils ont organisé le week-end dernier était ouvert aux opportunistes issus de l'ancienne majorité présidentielle et qui s'apprêtent à rentrer éventuellement dans l'opposition. C'est ainsi que des gaullistes comme Jeanneney, Hamon, Charbonnel, des membres du parti de Servan-Schreiber et même les dissidents du Centre Démocrate de Lecanuet, sont venus affirmer à ce colloque leur volonté de venir renforcer les radicaux de gauche. A une condition cependant... la renégociation du programme commun.

Ainsi, en conséquence, les appels du P«C»F aux gaullistes à rejoindre la gauche n'ont fait qu'enliser un peu plus les révisionnistes: susciter la juste méfiance des travailleurs et les éclairer sur la ligne du P«C»F, renforcer leurs alliés PS et Radicaux de Gauche avec inévitablement de nouvelles concessions à faire sur le programme commun.

LA MAIN DANS LE SAC

Dans le journal «présence lorraine», l'ancien premier ministre Pierre Messmer, député UDR de Moselle vante d'une façon surprenante «les houillères de Lorraine, les meilleures de France» et s'offusque devant la fermeture du puits de Faulquemont qui «paraît incompréhensible et même révoltante à beaucoup de lorrains». C'est pourtant lui qui, en 72, répondait aux mineurs «la décision prise (de fermer Faulquemont) s'appuie sur la mauvaise qualité du gisement et le déficit qu'il entraîne».

Messmer n'a pas fini de nous faire rire. Lui qui annonçait sa candidature à la présidence une heure avant de la retirer, l'habitué des déclarations tonitruantes démenties sur le champ, persévère dans le genre. Il a la mémoire courte, il n'est pas à une contradiction près, il n'a pas peur d'étaler à nouveau sa bêtise, quand il s'agit de trouver des moyens pour faire carrière en Lorraine.

«L'homme qui, aujourd'hui, se présente devant vous, c'est notre président!» C'est ainsi que M. Bastian, maire socialiste de Faulquemont présente François Mitterrand venu, enfin, apporter personnellement son «soutien» aux mineurs en grève depuis 7 semaines. Le premier secrétaire du PS a stigmatisé le gaspillage, la politique de destruction des charbonnages mise en place par le gouvernement. Il s'est bien gardé de rappeler que le parrain des projets de fermeture dans le Bassin Lorrain n'est autre que Jeanneney, un des participants de marque aux «Assises du Socialisme». Son ralliement fracassant vaut bien une absolue !

Mitterrand a sans doute évité de condamner l'intervention de la police contre les mineurs, lui qui participait à l'époque des grandes grèves de 48 au gouvernement où les «socialistes» se sont chargés de leur répression, envoyant contre eux les CRS, créés par le «socialiste» Jules Moch.

François Mitterrand, encore lui, a décidé de curieuses notions d'économie politique : ne vient-il pas de déclarer à la télé qu'en cette période de crise, les patrons ne se contenteraient plus de prendre sur le dos des travailleurs leurs profits habituels, mais qu'ils en venaient à leur extorquer de la plus-value ?

Gageons que ce vieux politicien n'a pas trouvé tout seul cette perle et qu'il s'est largement appuyé sur le dense réseau de «brillants» économistes qui l'entourent, comme Rocard, inspecteur des Finances raté, le polytechnicien Attali et Delors, transfuge du cabinet de Chaban. Il n'y aura guère que les plumitifs du «Monde» pour considérer cette analyse comme une nouvelle contribution du PS, preuve de la maîtrise des questions économiques par Mitterrand et peut-être Monsieur Fourcade qui a déjà confessé son admiration pour le sérieux des propositions économiques précédentes du 1er secrétaire du PS. Rappelons tout de même à François Mitterrand et à son équipe de cerveaux que la lecture d'un manuel d'économie marxiste le plus élémentaire leur aurait évité cette bêtise : profit et plus-value sont deux aspects d'une même chose ! la plus-value étant la part du travail non payée, à l'ouvrier, le profit, la forme que prend la plus-value quand le capitaliste la réalise (bénéfices) en vendant sa marchandise.

manifestations populaires dans toute la palestine occupée

Depuis plus de 10 jours, les Palestiniens de Cisjordanie occupée, répondant avec enthousiasme aux mots d'ordre de l'OLP, sont massivement entrés en lutte contre les sionistes. On ne compte plus les manifestations : à Naplouse, Ramallah, El Bireh, Djenine, Tulkacem, Kalkilia, Jérusalem... dans toute la Cisjordanie, les Palestiniens se sont soulevés pour affirmer leur détermination à chasser l'occupant sioniste, pour crier bien fort : «la Palestine aux Palestiniens !» Les élèves des lycées ont refusé d'aller en cours à Naplouse, les chauffeurs d'autobus arabes à Jérusalem ont cessé le travail et ont empêché ceux de la compagnie sioniste «Egged» d'accéder à la gare centrale. Les travailleurs de Ramallah et de El Bireh ont décrété la grève générale depuis le 20 novembre. Répondant eux-aussi à l'appel de l'OLP, les commerçants ont fermé leur boutique. Devant l'ampleur du soulèvement, qui prouve une fois de plus que l'OLP renforce son organisation dans les territoires occupés, les sionistes n'ont pas lésiné sur les moyens militaires et autres. Ygal Allon a déclaré à la Knesset qu'il «ne permettrait à personne de troubler l'ordre public et qu'il exploiterait tous

répression, le mouvement de grèves et de manifestations s'est étendu. Les tanks n'ont pu empêcher les drapeaux palestiniens de fleurir dans les manifestations regroupant des milliers de personnes. A Naplouse, pendant la manifestation de lundi dernier, un officier sioniste qui dirigeait 2000 soldats chargés de la répression a été abattu. A Hébron, la population soulevée a construit des barricades ; dans plusieurs villes, les véhicules de l'armée et de la police, des soldats sionistes ont été lapidés, des commissariats attaqués.

Ce mouvement, massivement suivi, est le fruit d'un travail prolongé de l'O.L.P. qui, particulièrement depuis 2 ans, développe la lutte armée dans les territoires occupés. Les actions armées de plus en plus meurtrières pour les sionistes, se multiplient, comme, il y a quelques temps, la bataille de Qued-Araba qui a coûté de lourdes pertes sionistes. En même temps que les mouvements de masse se développaient dans les principales villes de Cisjordanie, des actions de fédayin continuaient : Kiryath Shmoneh essayait des tirs de roquettes.



Contrôles, arrestations, tortures... se multiplient dans les territoires occupés impuissants à juguler le mouvement des masses palestiniennes.

les moyens nécessaires pour faire régner la loi». L'armée a chargé les manifestants avec des tanks, tuant une dizaine de manifestants, dont une jeune fille de 16 ans qu'ils ont écrasée sous un tank ! Ils ont fermé les écoles, procédé à des centaines d'arrestations, infligé sans jugement de lourdes peines de prison, expulsé plusieurs Palestiniens vers la Jordanie... Le couvre-feu a été décrété dans de nombreuses villes. Les sionistes tentent même d'asphyxier l'économie de la Cisjordanie en interdisant aux habitants de Ramallah, El Bireh, Naplouse... de se rendre en Jordanie pour écouler leurs produits. Malgré l'ampleur et la barbarie de la

C'est dans cette situation que doit être appréciée l'action du FDPLP à Beith Sheane. En apparence, ce groupe qui se réclame de la résistance palestinienne mène une politique contradictoire. D'un côté, il se fait le défenseur zélé des solutions pacifiques préconisées par le social-impérialisme soviétique : la création, grâce à des accords internationaux d'un Etat «palestinien» en Cisjordanie, coïncé entre Israël et la Jordanie où seraient bridées les capacités d'action de la Résistance. D'un autre côté, il récidive l'action de Maalot, prise d'otages sionistes pour négocier la libération de combattants palestiniens, avec la même conclusion : l'exécution du commando par les

sionistes. Cette contradiction n'est en fait qu'apparente : dans les deux cas, le FDPLP nie la possibilité du peuple palestinien de mener victorieusement par la lutte armée la libération de tout son territoire ; parce que des opérations comme celles de Maalot ou Beith Sheane et leur conclusion, caricature provocatrice de la lutte armée et organisée qui se mène en territoires occupés, visent une chose précise, hormis discréditer à l'étranger la Résistance Palestinienne : montrer l'échec de la lutte armée, détourner les masses palestiniennes par de telles actions repousser. C'est pourquoi de telles actions profitent aux ennemis du peuple palestinien, et sont des provocations. Comme par hasard, et de manière convergente, la provocation de Tunis avec l'exécution d'un otage vient se surajouter à la prise d'otages de Beith Sheane. L'O.L.P. a fermement condamné l'action provocatrice de Tunis.

Les masses palestiniennes continuant la lutte armée rejettent ces provocateurs. Et c'est bien ce que redoutent les sionistes qui, par la voix du ministre Pérès, déclarent : «le terrorisme sera écrasé des deux côtés des frontières dans ses bases, ses campements au Liban et dans tous les lieux où nous les découvrirons en Israël». Chaque jour, les sionistes bombardent les villages du Sud-Liban, essaient de s'infiltrer. Ils utilisent de plus en plus leurs navires de guerre pour bombarder les camps palestiniens, comme celui de Rachidiya, près de Tyr, tuant de nombreuses personnes. Ils n'hésitent pas à violer quotidiennement les eaux et l'espace aérien du Liban pour tenter de liquider la Résistance. Mais ils essuient défaite sur défaite : les fédayin ont abattu ces jours derniers un avion sioniste à Naharya, tuant et blessant une dizaine d'officiers. Aux prises à de graves difficultés intérieures, à un isolement croissant sur le plan diplomatique, devant la montée des luttes dans les territoires occupés, l'Etat sioniste se prépare à une nouvelle agression contre les peuples arabes, comme en témoignent la mobilisation et l'état d'urgence, les concentrations de troupes sur les frontières libanaise et syrienne. Mais les sionistes se heurtent à la riposte massive des peuples arabes et palestiniens. Toutes les forces palestiniennes au Liban ont été mises en état d'alerte, et se préparent une nouvelle fois à repousser les agresseurs sionistes.

Soutenons fermement le peuple palestinien et les autres peuples arabes devant cette menace.

PALESTINE VAINCRA !
Monique CHERAN

les sionistes exclus de l'UNESCO

L'O.L.P. vient de remporter de nouvelles victoires sur la scène internationale : l'UNESCO a exclu de son organisation l'Etat sioniste, refusant de continuer à financer «Israël» sur le plan «culturel». A l'ONU, a été adoptée une résolution qui reconnaît le droit des Palestiniens à rentrer chez eux, leur droit à l'indépendance et à la souveraineté. Jusqu'au dernier moment, les impérialistes occidentaux, la France en particulier, ont essayé de faire voter une résolution accordant à «Israël» le droit à des «frontières sûres et reconnues». Cette tentative a lamentablement échoué, devant le soutien massif des peuples du Tiers-Monde.

importantes livraisons d'armes U.S. à «israël»

D'après la radio sioniste, «depuis la guerre d'octobre 73, Israël a reçu 650 chars M60 et M48, soit 10% du total de la production de blindés américains, 100 rampes de lancement de missiles Tow antichars et 2000 missiles de ce type». «Israël» dispose de fusées sol/sol Lance d'une portée de 110km dont la charge explosive, de 500 kg, se divise en 3 bombes atteignant chacune un objectif différent. Les vœux des sionistes d'avoir un matériel important avant la prochaine guerre (voir FR 133) ont été entendus par les impérialistes US.

le p`c`f à la défense de l'état sioniste

Alors que se déroule en France une campagne sioniste après les décisions de l'UNESCO et de l'ONU, le P.C.F. apporte sa contribution à la propagande en faveur d'«Israël». S'il n'ose pas condamner explicitement la résolution de l'ONU affirmant les droits du peuple palestinien sur son territoire usurpé par «Israël», le parti révisionniste estime que cette résolution... reconnaît implicitement l'Etat d'«Israël» : «la nouvelle résolution ne rend pas caduques les décisions antérieures de l'organisation internationale : elle les complète, car une paix juste ne saurait contester le droit d'aucun peuple à avoir une patrie», peut-on lire dans «l'Humanité» du lundi 25 novembre. Les révisionnistes continuent de soutenir la résolution 242 de l'ONU, condamnée énergiquement par l'OLP, résolution qui aboutissait à garantir le maintien de l'état sioniste sur le territoire palestinien. C'est cet argument qu'ils opposent à la position de l'impérialisme français qui, selon eux n'avait rien à perdre à voter la dernière résolution, et qui, par son abstention «ne peut qu'entraver le développement d'une fructueuse coopération entre la France et les Pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord». Une fois de plus, le P.C.F. défend l'existence de l'état sioniste et tente de se présenter comme un défenseur plus efficace de l'impérialisme français.

à paraître...

REVOLUTION PROLETARIENNE

revue politique mensuelle du PCR(ml)

au sommaire du n°1 consacré au
Rassemblement Communiste du 3 novembre

- * l'intervention centrale de Max GLUZOT, secrétaire politique du PCR (ml)
- * les textes concernant les forums-débats
- * les autres interventions

passer vos commandes à
REVOLUTION PROLETARIENNE
BP 267 - 75866 Paris
cedex 18

PRIX : 5 Francs
(plus port : 1 Francs)

Abonnement 1 an 50F (port compris)
CCP la Source 34 504 01

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

gli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
gli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

30ème anniversaire de la libération de l'Albanie

30 ANS D'EDIFICATION DU SOCIALISME

Voici 30 ans, le 29 Novembre 1944, l'Albanie se libérait du joug de l'occupant fasciste après une âpre lutte armée. Moins de 14 mois plus tard, le 11 Janvier 1946, l'Assemblée Constituante élue par le peuple albanais, proclamait l'Albanie, République populaire. Aujourd'hui, les faits sont là pour prouver la réussite dans tous les domaines de l'édification du socialisme en Albanie.

Réussite économique d'abord : l'industrie albanaise réalise aujourd'hui en cinq jours ce qui lui demandait avant la guerre, un an. Toutes les branches industrielles se sont développées, de la métallurgie à l'industrie textile, des industries chimiques aux industries alimentaires, des centrales hydro-électriques à l'extraction du pétrole. A la campagne, de grandes réalisations, comme l'assèchement des marais, l'irrigation systématique des terres et la fertilisation des zones de montagne,

ont été entreprises. La production agricole, en 1969, atteignait le triple de celle de 1938. Toutes les terres sont aujourd'hui travaillées en commun. Le prix des produits de grande consommation, loin de subir les hausses incessantes qu'ils connaissent dans les pays capitalistes et révisionnistes, ne cessent de décroître. Le niveau de vie des masses s'améliore sans cesse.

Réussite également dans tous les autres domaines de la vie, aussi bien dans les secteurs touchant à la vie matérielle des masses, santé, transports, que dans les secteurs politique, idéologique et culturel. Les masses albanaises participent sans cesse davantage à la direction des affaires du pays, dans leur pratique quotidienne, elles se transforment idéologiquement, s'affranchissant des tares existant dans les pays capitalistes et révisionnistes, en Albanie, un « homme nouveau » est en train de naître. Pour reprendre une phrase d'Enver Hoxha : « Tous ces succès sont le fruit du travail, de la pensée, de la sueur du peuple, qui est le créateur, le gérant et le bénéficiaire de tous ces biens ».

lutter contre les tentatives de restauration du capitalisme

L'Albanie constitue le phare du socialisme en Europe. Dès lors, de nombreux travailleurs de notre pays se demandent quels moyens ont été mis en œuvre pour qu'en Albanie, le capitalisme ne soit pas restauré, comme cela a été le cas en URSS et dans les autres pays de l'Est. Les camarades albanais nous l'expliquent : « Une des raisons de la défaite de la Révolution en URSS réside dans le fait, que, après la mort de Staline, la Révolution s'y est arrêtée en chemin, qu'elle a cessé effectivement d'aller de

l'avant dans le domaine des rapports sociaux, dans le domaine idéologique et culturel, de même que dans le domaine politique. Dans cet état d'inertie de la société socialiste est née et a grandi une classe bourgeoise d'un type nouveau, qui n'avait pas de précédent. En conséquence, les rapports socialistes de production se sont convertis graduellement en rapports d'exploitation aux dépens de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. La voie fut frayée à une propagation de plus en plus large et profonde de l'idéologie et de la culture bourgeoises-révisionnistes, alors que le pouvoir politique a été usurpé par les révisionnistes, les représentants politiques et idéologiques des intérêts de la nouvelle classe bourgeoise. De la sorte, la révolution a rebroussé chemin vers la restauration du capitalisme ». (Novembre 69). Et le processus de restauration du capitalisme en URSS s'est encore développé, ce qui conduit aujourd'hui les nouveaux tsars de Moscou à mettre en place leurs plans hégémoniques. C'est pourquoi, le Parti du Travail d'Albanie (PTA : le Parti Communiste) tirera les leçons de l'expérience de l'édification du socialisme en URSS, puis de sa dégénérescence progressive en pays impérialiste. Il mettra à nu les racines de sa dégénérescence : la persistance des idées réactionnaires héritées de la société d'exploitation, le bureaucratisme, la coupure des organismes du Parti comme de l'Etat d'avec les masses. Le Parti du Travail mène inlassablement en Albanie la lutte pour prévenir tout danger de restauration du capitalisme.

le mouvement de révolutionnarisation

Pour cela, le Parti du Travail place au cœur de cette lutte la question des rapports du Parti et des masses, qu'il s'attache à résoudre correctement. Dans cette lutte, comme dans toute la vie albanaise, le Parti conserve le rôle dirigeant. Avant-garde consciente de la classe ouvrière regroupant les travailleurs les plus avancés, il doit sans cesse faire progresser les autres travailleurs, recueillir et systématiser les idées des masses, définir, en réalisant la fusion des données concrètes de l'Albanie et des lois universelles du marxisme-léninisme, une ligne politique juste. Voilà pourquoi, c'est le Parti qui lance le mouvement de « révolutionnarisation ultérieure de la vie du pays » qui se caractérise par les traits suivants : celle (la révolutionnarisation) ne touche pas seulement certains aspects de la vie du pays, mais la totalité de cette vie, tous les domaines, la base et la superstructure et par dessus tout l'homme, sa conscience et sa

conception du monde. Elle n'est pas une action administrative, bureaucratique, mais un grand mouvement révolutionnaire qui s'accomplit avec la participation des plus larges masses du peuple (...). Ce n'est pas un processus spontané, mais un processus organisé et dirigé par le Parti, où tout se fait sur la base des directives du Parti qui viennent d'en haut, et où le Parti recueille et généralise toute initiative et tout mouvement révolutionnaire des masses qui viennent d'en bas. » (Foto Cami, membre du Bureau Politique du PTA). Ni action administrative, ni processus spontané, le mouvement de révolutionnarisation se traduit conjointement par l'extension de la démocratie de masse et le renforcement du rôle du Parti.

*L'extension de la démocratie de masse se concrétise par des mesures comme le système des « feuilles foudres » (affiches murales auxquelles le destinataire est tenu de répondre), permettant à tous et à chacun de demander des comptes à qui bon lui semble (Enver Hoxha indique : « Un pays où un homme a peur de critiquer un autre homme n'est pas un pays socialiste ») mais aussi pour l'extension du contrôle des masses sur l'Etat et l'économie : les masses verront leur contrôle sur les diverses administrations de l'Etat étendu, des groupes de contrôle ouvrier seront mis sur pied permettant à tout moment aux travailleurs d'exercer un contrôle direct. Mais l'exemple du plan est encore plus significatif. Avant 1965, le plan, élaboré précisément par des services spécialisés était discuté par les travailleurs avant d'être accepté. Aujourd'hui, on ne se contente plus de cela. Le projet de plan donné aux travailleurs est volontairement imprécis, et ne comporte que les chiffres globaux de l'économie, les travailleurs élaborent le reste. Ainsi prennent-ils part collectivement aux destinées du pays.

Les masses contrôlent les cadres des administrations et des unités de production ; outre les mesures prises pour rapprocher les cadres des masses comme la compression de l'échelle des rémunérations ou l'obligation pour les cadres de travailler plusieurs mois par an à la production, les travailleurs peuvent révoquer leurs cadres si la nécessité s'en fait sentir.

*Le renforcement du rôle du Parti s'accomplit en envoyant, par exemple, les membres du Parti occupant des postes dans l'administration à des places plus difficiles, à base, à la production bien souvent, d'où ils pourront davantage saisir et refléter les problèmes des masses.

Ces deux aspects de la révolutionnarisation sont traversés par la lutte contre le bureaucratisme et ils s'imbriquent l'un dans l'autre lorsque, par exemple, le Parti organise des réunions ouvertes à la population, où celle-ci donne largement son avis sur



Un exemple de la démocratie des masses : les « feuilles-foudres »

les problèmes du Parti, ou encore lorsqu'avant de décider l'intégration de quelqu'un dans le Parti, on demande l'avis de ses compagnons de travail.

avancer dans l'édification du socialisme...

Ainsi, le mouvement de révolutionnarisation renforce la dictature du prolétariat parce qu'il donne aux masses un double contrôle sur le pays : l'un direct, venant de la base, l'autre par l'intermédiaire de leur Parti. Ce renforcement de la dictature du prolétariat, du pouvoir des ouvriers et des paysans, a pour fil rouge la liaison sans cesse approfondie des masses et du Parti.

Mais, indiquent les camarades albanais, « la lutte pour la révolutionnarisation de la vie du pays n'a pas pour seul objectif de barrer la route au révisionnisme et à la restauration du capitalisme, pour maintenir, si l'on peut dire, le statu quo (...). On ne peut couper le chemin au révisionnisme et à la restauration du capitalisme en s'arrêtant là où on est, il faut pour cela approfondir la révolution socialiste dans tous les domaines et la conduire jusqu'au bout. Aussi, le but principal de la révolutionnarisation est-il de nous faire aller constamment en avant, d'assurer le développement ininterrompu de la révolution dans la voie du socialisme et du communisme ».

... en renforçant les liens du Parti avec les masses

Si on considère les choses sous cet angle, on s'aperçoit que cette volonté n'est pas seulement apparue pour le

P.T.A. avec le mouvement de révolutionnarisation, après qu'il eut tiré les leçons de la restauration du capitalisme en URSS. Au contraire cette préoccupation fut constante et, au cœur de celle-ci, on retrouve toujours le souci d'assurer la liaison parti/masses. Qu'il s'agisse de la lutte de libération nationale, avec la création du front de libération, ou qu'il s'agisse de l'édification de la base économique du socialisme dans les premières années du pouvoir populaire, avec la création du Front démocratique, le Parti a, à tout moment, appliqué la ligne de masse, partant des aspirations des masses, s'appuyant sur elles, trouvant à chaque étape les moyens de s'assurer leur participation active aux tâches du moment. Et cette préoccupation est si constante qu'on la retrouve encore dans le discours d'Enver Hoxha de Février 72 intitulé : « les masses édifient le socialisme, le Parti leur fait prendre conscience » dans lequel il recommande à nouveau, notamment qu'on remplace dans les administrations et aux directions des organisations de masse (Front Démocratique, Union des Femmes...) des membres du Parti par des sans-parti, de manière à ce que les premiers aillent occuper des postes plus près des masses, permettent au Parti de faire davantage corps avec elles, cependant qu'elles accèdent à des postes de responsabilité et y développent leur initiative créatrice. Pour reprendre une phrase d'Enver Hoxha : en Albanie, « le Parti, la classe, la masse et les dirigeants forment un tout indivisible ».

L'approfondissement de la liaison parti/masses est la clé du renforcement de la dictature du prolétariat en Albanie, du régime socialiste, la clé des victoires du peuple albanais. Il constitue pour nous un précieux exemple, ainsi qu'un grand encouragement pour l'avenir.

Albert CHATILLON

LISEZ LES TEXTES ET DOCUMENTS ALBANAIS.

- l'histoire du Parti du Travail d'Albanie.
- le Parti du Travail d'Albanie en lutte contre le révisionnisme moderne, d'Enver Hoxha :
 - Discours prononcé le 16 novembre 1960 lors de la réunion des 81 partis communistes et ouvriers (dans ce discours, Enver Hoxha défend les justes positions du PTA face aux manœuvres de scission du mouvement communiste international des dirigeants révisionnistes soviétiques.)
 - Discours du 26 février 1972 : « les masses édifient le socialisme, le parti leur fait prendre conscience » (où Enver Hoxha approfondit la question de la liaison parti-masses en Albanie)
 - Discours prononcé devant ses électeurs le 3 octobre 1974 (dans lequel Enver Hoxha expose principalement la politique extérieure de l'Albanie)

Demandez le catalogue et passez vos commandes à la « Librairie Populaire » 226, rue Duguesclin, Lyon 30. Ecrire à BP 84, Lyon cédex 3, CCP 7435.58 Lyon (rajouter à chaque commande 5 F pour le port).

Lisez L'Albanie aujourd'hui Lisez Les romans albanais

Le 6 Décembre 1974 à 20 H.

MUTUALITE - PARIS

VIVE LE 30ème ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION DE L'ALBANIE

Meeting organisé par l'Association des

Amitiés Franco-Albanaises